

COMMUNIQUE DE PRESSE – 28 avril 2026

Atlas de l'eau 2026 : une crise invisible au cœur des enjeux climatiques, numériques et socio-économiques

Climat, agriculture, industrie, intelligence artificielle : tous les grands bouleversements actuels ont un point commun souvent ignoré, leur dépendance à l'eau. L'Atlas de l'eau 2026 met en lumière cette pression croissante, y compris en France.

Publié par [La Fabrique écologique](#) et la [Fondation Heinrich Böll](#), l'**Atlas de l'eau 2026** dresse un état des lieux documenté de la ressource en eau en France, en Europe et dans le monde, à partir de données scientifiques récentes.

Chaque année, près de 4 000 km³ d'eau sont prélevés à l'échelle mondiale, dont plus de 70 % pour l'agriculture. Plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. En montagne, la fonte rapide des glaciers invite à repenser d'urgence nos modèles économiques et nos habitudes : dans les Pyrénées, les 17 glaciers restants auront disparu d'ici 10 ans.

En France, les tensions s'accroissent sous l'effet du changement climatique, avec une multiplication des épisodes de sécheresse et d'inondation, mais aussi en raison de pressions diffuses : pollutions persistantes, artificialisation des milieux et fragilité des infrastructures. Pour répondre à ces pressions, un changement de paradigme est nécessaire, explique Lucile Schmid, présidente de La Fabrique écologique : « Autour de l'eau se jouent des questions qui concernent l'ensemble du modèle économique et social de demain : l'égalité des droits, la préservation de la ressource et surtout de la biodiversité, les liens entre le Sud et le Nord, la capacité des institutions et des entreprises à changer enfin leurs fonctionnements. En France comme ailleurs, nous avons besoin d'une véritable démocratie de l'eau ». Ce n'est pas un hasard si les conflits d'usage de l'eau pour l'agriculture s'intensifient, comme l'ont illustré **les violents affrontements autour des mégabassines**, qui sont encore au cœur de l'actualité avec les lois Duplomb et d'urgence agricole. La consommation de viande, quant à elle, mobilise 28% de l'eau prélevée sur le territoire français. **En Outre-mer**, le droit à l'eau est loin d'être garanti, et les épidémies liées à l'eau sont nombreuses. **A Mayotte**, la facture d'eau représente 20% du budget mensuel des ménages, contre 1,89% en France hexagonale, et 29% des Mahorais ne sont pas raccordés à l'eau courante.

L'Atlas met également en lumière un facteur encore peu visible : **l'empreinte hydrique du numérique**. Les centres de données mobilisent des volumes d'eau importants pour leur refroidissement, tandis que le développement de l'intelligence artificielle pourrait amplifier fortement cette consommation. À horizon 2027, l'IA mondiale pourrait consommer jusqu'à six fois le volume d'eau annuel du Danemark.

Parallèlement, l'extraction de métaux stratégiques (lithium, cuivre, terres rares), indispensable aux transitions énergétique et numérique, accroît la pression sur les ressources hydriques, souvent dans des régions déjà vulnérables. **La contamination par des polluants persistants, comme les PFAS**, constitue également un enjeu croissant pour la qualité de l'eau : en France,

des PFAS étaient présents dans 96% des échantillons d'eau potable prélevés dans 30 communes.

Marc Berthold, Directeur du bureau de Paris de la Fondation Heinrich Böll, affirme : « Il est plus important que jamais de mettre en évidence le lien entre l'eau, la crise climatique et l'activité humaine, ainsi que la manière dont celles-ci perturbent le cycle de l'eau. Il faut trouver un nouvel équilibre afin de protéger la biodiversité, le climat et les communautés humaines, en particulier les plus défavorisées. »

De plus, les **impacts économiques** de cette crise sont déjà visibles : en Europe, sécheresses et inondations entraînent chaque année plusieurs milliards d'euros de pertes. À travers données, analyses et visualisations accessibles, l'Atlas de l'eau souligne les interdépendances entre eau, climat, énergie, agriculture et activités économiques, et met en évidence le rôle central de cette ressource dans les équilibres environnementaux et sociaux.

L'eau, bien commun et droit humain fondamental, apparaît plus que jamais comme un enjeu structurant pour les années à venir. Des initiatives citoyennes, comme le mouvement des droits de la Nature, et institutionnelles, comme le retour en régie publique et la tarification écosolaire, apparaissent partout sur le territoire pour protéger l'eau et avec elle, la santé globale. Il nous appartient de nous mobiliser pour les pérenniser.

Contact presse :

Mathilde Boitias – La Fabrique Ecologique - 06.29.77.55.01

Sarah Champagne - Heinrich-Böll-Stiftung Paris, France et Italie - 06.59.94.46.16

L'Atlas est accessible en version web à l'adresse : <https://fr.boell.org/fr/atlas-de-leau>